

**Relation d'un voyage
et
de la découverte d'une
industrie muette.**

(Après l'arrestation de Aung San Suu Kyi)

29 septembre 2003

BK CONSEIL

1. Pourquoi ce rapport?

Maîtres Daniel Soulez-Larivière et Jean Veil ont confié à BK Conseil une mission d'enquête en Myanmar (Birmanie) auprès de la société Total chargée de la construction, de la surveillance et de l'exploitation d'un gazoduc reliant le gisement sous marin de Yadana, en mer d'Andaman, à la frontière thaïlandaise, enquête pouvant déboucher, le cas échéant, sur des propositions.

Notre expérience élémentaire du pays et notre connaissance réelle de l'envers du décor; populations et camps de réfugiés Karen, Shan et Kachin, souvent de religions différentes du Bouddhisme majoritaire, établis de l'autre coté de la frontière Thaïlandaise, nous ont facilité la tâche.

Au moment du voyage, la situation politique évoluait favorablement. La principale opposante, Aung San Suu Kyi, circulait à nouveau presque librement dans le pays et y rencontrait ses partisans, comme elle nous l'a, elle-même, raconté. L'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations Unies, Ahmed Razali, séjournait à Yangon afin de favoriser le dialogue entre le gouvernement militaire et l'opposition démocratique. Des changements étaient attendus, au moins avant la réunion de l'ASEAN qui devrait se tenir en Myanmar en 2006.

Cette évolution constituait une raison supplémentaire de soutenir, sans provocation, l'aspiration à un régime démocratique, et de témoigner de son soutien à une opposition nationale qui avait gagné les élections de 1990 facilement et qui devrait arriver, tôt ou tard, au pouvoir.

La compagnie Total devrait, selon notre analyse et malgré ses traditions de neutralité, s'engager avec précaution dans cette voie, d'autant que, premier investisseur du pays, elle ne risquerait dans l'affaire qu'un très positif changement d'image.

Cette mission fut donc assurée du 25 au 29 mars 2003, avant les provocations au cours d'un meeting de la Ligue Nationale pour la Démocratie, les morts, l'arrestation et l'incarcération de Aung San Suu Kyi. **Les dernières considérations porteront sur** ce retour de bâton, cette sinistre affaire qui risque de rendre caduque toute velléité de démocratisation pacifique.

2. Les lectures de l'Histoire

Un court rappel historique est nécessaire si l'on veut comprendre la gravité des accusations qui pèsent sur ce régime dictatorial et, par ricochet, sur tous ceux qui travaillent ou même ceux qui sont liés par contrat avec lui.

A.

Ni l'histoire du pays, ni les méandres du fleuve Irrawaddy ne datent d'hier. Le pays a plus de mille ans d'existence. Il a résisté à toutes les invasions, depuis celle des Mongols à la venue des Britanniques et l'intrusion japonaise. Les mauvais plaisants affirment qu'ils ne céderont qu'à la prochaine poussée, plus insidieuse: la pénétration chinoise.

Le culte des nats, les "esprits", voisine avec un Bouddhisme omniprésent. Le Nord, presque inconnu et interdit aux visiteurs, ne ressemble pas aux Sud; Mandalay devient une ville chinoise, le royaume de Bagang n'est plus qu'un souvenir. La fragile unité de la Birmanie s'est forgée lentement. Les voisins sont menaçants et les ethnies internes demeurent remuantes, avec des zones d'insécurité et des maquis résiduels. Yangon, ville active, se modernise. Les trafics de pierres précieuses et d'opium servent toujours les mêmes intérêts: les riches et les militaires. Les maladies endémiques frappent des populations identiques: les pauvres.

B.

Après la meurtrière colonisation britannique, l'invasion japonaise au cours de la seconde guerre mondiale fut souhaitée puis combattue en raison de ses exactions, par un homme de légende, le général progressiste Aung San, le père de la Nation et le fondateur de l'armée, qui fut assassiné en 1947 à l'âge de 32 ans. Le 4 janvier 1948 la Birmanie devint indépendante et quitta le Commonwealth. L'embellie démocratique du gouvernement indépendant de U Nu fut de courte durée. Comme dans toute la péninsule indochinoise le socialisme représentait l'espoir. Un militaire se montra d'abord efficace qui se transforma vite en dirigeant autoritaire. Le général Ne Win, alterna au pouvoir avec U Nu, un civil démocrate, qu'il finit par jeter en prison. Ne Win tenta de préciser une voie birmane pour le socialisme qui se manifesta surtout par des trafics et de la concussion. L'homme fut finalement remplacé au pouvoir par ses collègues de l'armée regroupés en un SLORC (State Law and Order Restoration Council), sous la direction du chef d'État-major des troupes birmanes, le général Saw Maung, qui promit des élections générales en 1989. Le SLORC abandonna officiellement le socialisme pour le capitalisme, ce qui ne changea rien aux tristes conditions de vie des Birmans.

C.

L'opposition forma un parti de coalition, la National League for Democracy (NLD), sous la direction de Aung San Suu Kyi, la très charismatique fille du héros national, le général Bogyoke Aung San. Plusieurs manifestations populaires, regroupant des étudiants, des ouvriers, des moines bouddhistes et de nombreux membres des forces militaires furent réprimées durement. Il y eut des milliers de morts. La loi martiale fut imposée. En juillet 1989 Aung San Suu Kyi fut assignée à résidence.

Les militaires déclarèrent vouloir rendre le pouvoir aux civils. Les élections organisées en Mai 1990 donnèrent une très large victoire à la NLD (396 sièges au Parlement sur 485) . La junte militaire n'accepta pas le verdict des urnes. En octobre 1990, l'armée envahit le siège de la National League for Democracy et des centaines de militants furent emprisonnés.

Aung San Suu Kyi , la "Dame", reçut successivement le Prix Sakharov, le prix Nobel de la paix en 1991, et le Prix Simon Bolivar. Elle devint et demeure une des héroïnes mondiales de la lutte contre l'oppression.

D.

Le monde commença alors seulement à s'intéresser au Myanmar et à condamner fermement le gouvernement militaire, accusé de violations massives des Droits de l'homme et en particulier d'utilisation du travail forcé. Cette réaction tardive jointe à l'ignorance due à une fermeture du pays laissant imaginer le pire, explique à la fois l'intransigeance dans le jugement et un désintérêt quasi général pour ce pays lointain. Ce régime militaire sans imagination ni intelligence devint le symbole de l'oppression de droite alors que tombaient une par une les citadelles du communisme asiatique.

Certaines dictatures ne méritent peut-être pas complètement l'aura négative qui les entoure, alors que d'autres, plus meurtrières, passent plus facilement inaperçues. Deux poids, deux mesures: c'est en la matière une règle difficile à accepter. L'intensité des indignations internationales, les protestations contre des oppressions réelles et diverses, l'échelle d'impopularité d'un gouvernement n'obéissent à aucun critère stable et raisonné.

Telle est la poétique des réactions activistes. Il faut souligner cependant le bien fondé des critiques portées sur la Birmanie par la communauté internationale. Les Américains, pour des raisons multiples et contradictoires, demeurent très fermes dans leurs critiques du régime des Généraux. Le Bureau International du Travail a mis en œuvre des procédures exceptionnelles (enquête, motion, chargé de liaison sur place) visant le Myanmar en raison du travail forcé. Et un boycott de fait a été institué contre le pays. En particulier les grandes instances internationales s'abstiennent de travailler au Myanmar et ne fournissent que très peu d'aide. Cela devait changer lentement avant la nouvelle arrestation de la "Dame" et le retour des violences.

E.

Pourquoi les militants s'acharment-ils plus facilement contre le Myanmar que contre la Chine qui pratique à grande échelle le travail des enfants? Par facilité. Les Généraux birmanes apparaissent plus dérisoires que les autres, et leur capacité de communication est inexistante. La tâche est donc plus aisée, la pression entraîne peu de risques... S'en prendre à la Chine au Tibet, par exemple, au Parti Communiste résiduel au Viêt-Nam et même à l'odieux régime de Corée du Nord comporte plus d'aléas. De plus, l'opposition birmane occupe une place morale énorme. Affronter l'opinion de la belle, très courageuse, très digne et charismatique Aung San Suu Kyi, serait une rude tâche. Un groupe fait donc plus que les autres les frais des dénonciations et des attaques, qui mêlent de très bonnes raisons aux allégations les plus fantaisistes: TotalFinaElf, redevenu Total.

3. Une documentation nécessaire

A.

Un procès éclairant se déroule à New York, intenté par un groupe d'avocat américains agissant pour le compte de plaignants sud-africains. Trente quatre groupes industriels sont accusés d'avoir soutenu le régime sud-africain d'apartheid jusqu'aux élections multiraciales de 1994. Il s'agit pour la plupart de firmes énergétiques, informatiques et chimiques, telles Shell, IBM, Nestlé, Daimler. Il conviendrait que les juristes examinent de près ce dossier. Le groupe pétrolier Shell est accusé « *d'avoir tiré des profits de son activité pendant les années de l'apartheid et de l'embargo international* », ainsi que Texaco et Exxon. Nestlé est accusé d'avoir investi en Afrique du Sud pendant les années de l'embargo, Daimler d'avoir fourni des véhicules à la police, etc... Notons que Nelson Mandela félicita récemment Total pour sa belle conduite pendant les années d'apartheid.

B.

Des livres et des rapports, quelques articles aussi.

Il me semble indispensable, avant d'aventurer le moindre jugement, de consulter quelques unes des dernières publications concernant le Myanmar, de celles qui orientent l'opinion publique.

D'abord les US Government Reports et particulièrement celui qui concerne notre affaire: "Report on labor Practices in Burma"(1). Une publication américaine particulièrement accusatrice à l'égard des pratiques de Total prend toute son importance dans un contexte de concurrence permanent et de dégradation conjoncturelle des rapports entre les deux pays. Je cite ici un extrait significatif:

"The Yadana Natural Gaz Pipe Line.

"One of the most controversial infrastructure projects in Burma is the Yadana natural gas pipeline because of allegations that the GOB has committed abuses, including forced labor and forced relocations, on a project which includes several international companies as investors..."

"Allegations of forced labor and other human rights abuses in the area emerged even before construction started. The oil companies have vigorously denied allegations of human rights abuses, and particularly the alleged association of forced labor with the pipeline..."

"It is difficult to assess the actual extent of any use of forced labor, as the GOB has denied requests by the US Government, the ILO and other groups to conduct independent visits to the pipeline corridor and adjacent areas. Officials of the US Embassy in Rangoon have visited the region. Since the pipeline is in remote and inaccessible region, in all cases the trips were facilitated by the oil companies which proceeded to the necessary transportation. The GOB has denied Embassy requests to visit the pipe line and adjacent areas independently, citing security reasons"

Forced Relocations

The practice of forcibly relocating villages in Burma started before 1988, but appears to have escalated significantly since then. Estimates of the number of people moved since

1988 vary from 100.000 to 1,5 million. The US Embassy in Rangoon has reported that tens of thousands of villagers have been displaced"

Le rapport insiste sur le travail des mineurs et sur le sort des enfants-soldats. Nul doute qu'en l'absence d'organisation syndicale, les violations du code du travail furent très fréquentes, très nocives aux populations et qu'elles se poursuivent.

Le rapport américain se conclut ainsi: " *..Forced labor has been used most notably in infrastructure development (including the development of infrastructure for the tourism industry and possibly the Yadana natural gas pipeline) and the support of military operations...*

Il faut aussi tenir compte de l'opinion de la Chargée de Liaison du Bureau International du Travail (BIT) à Yangon, Mme Perret-Nguyen qui, dans une dépêche récente, assurait qu'"*il n'existait pas, à sa connaissance, de preuve de l'utilisation du travail forcé sur le chantier Yadana du pipeline et dans le corridor du gaz*"(2)

A propos de l'Humanitaire et la Santé

L'essentiel, à mes yeux, est ailleurs, dans les deux derniers rapports de la sérieuse organisation internationale ICG (International Crisis Group).

La première brochure est consacrée aux travail des ONG. Certes l'implication du travail humanitaire ne ressemble pas à celle d'une firme pétrolière, mais les débats furent vifs chez les volontaires lorsqu'il s'agit de s'installer en pays birman. N'était-ce pas une trahison de la ligne morale? La "Dame", Aung San Suu Kyi, était réticente, etc...

On se rend compte que 28 des principales ONG sont aujourd'hui présentes et que le travail reste immense (3). Depuis Médecins du monde installé en 1991 jusqu'à Swiss Aid en 2001 en passant par Médecins sans Frontières, Care, Save The Children et la Fédération Internationale de la Croix rouge, etc... Le Centre pour le Dialogue Humanitaire, pour sa part, se charge d'être l'intermédiaire entre le pouvoir et l'opposition. Nous l'avons longuement rencontré à plusieurs reprises.

Fallait-il s'installer au Myanmar?

« Qui peut-on aider, qui doit-on punir? L'embargo n'est-il pas nocif aux plus pauvres, ne conforte-t-il pas les puissants? » Ce débat demeure présent dans toutes les organisations humanitaires, celles qui s'occupent de l'urgence l'ont tranché: il faut se trouver, en permanence, du côté des victimes. Si possible jusqu'au bout du chemin. J'ai moi-même longuement débattu avec des proches et avec mes collègues sur l'opportunité d'aider les populations des pays de dictature. J'insiste : il faut s'efforcer d'aider dans presque tous les cas et je ne me suis résigné que tardivement à la position des ONG qui quittèrent l'Ethiopie en pleine famine au motif que l'aide était détournée par les dirigeants qui, au fond, profitaient de la disette (4 et 5).

J'ai été un de ces acteurs prêts à risquer leur vie pour que l'aide parvienne aux populations nécessiteuses. Mais j'ai également admis que, parfois, mieux valait se laisser détrousser de la moitié de ses biens par les bourreaux pour que le reste parvienne aux affamés; ce qui est

fréquent et que les belles âmes dénoncent d'autant plus facilement qu'elles se trouvent éloignés des dangers.

J'insiste sur l'utilité de rompre délibérément l'isolement du pays. Fallait-il, faut-il travailler au Myanmar? Les ONG et les firmes industrielles se ressemblent parfois. Les entreprises font leur travail et en tirent bénéfice. Les associations humanitaires font le leur et elles aussi en tirent satisfaction et notoriété. La question essentielle est celle-ci : qui demandera jamais leur avis aux populations concernées? Il ne faut pas rester coi. Le plus souvent, pas toujours, la parole protège les volontaires comme les victimes. Le mutisme peut constituer une protection temporaire et illusoire, mais il ne sera jamais une défense suffisante au tribunal de l'Histoire. Pour reprendre des exemples fameux, ni le Comité international de la Croix Rouge, ni les chimistes allemands ne furent absous de leur silence ni de leur complicité pendant la Deuxième Guerre Mondiale.

Je me souviens des quelques jours pendant lesquels, en plein siège de Sarajevo, le Président Izbegovic avait interdit les vols humanitaires pour forcer les pays alliés à prendre clairement position. Moins d'une semaine après, il changeait d'attitude sous la pression des habitants, et la distribution d'aide reprenait.

Seules les victimes ont le droit de juger si l'aide doit se poursuivre ou cesser. Une victime ne sera jamais caractérisée seulement par la nature de la main qui se tend. Que l'on se souvienne du Cambodge libéré, du génocide Khmer rouge par l'ennemi vietnamien, de l'opération "Turquoise" au Rwanda ou, plus récemment, de l'Irak libéré - pas très bien - par les anglo-américains. L'Histoire retient la libération davantage que l'invasion.

Seules les victimes ont le droit de juger si en Birmanie le tourisme doit poursuivre sa progression, si l'apport d'argent frais et les métiers qu'il engendre sont profitables. Est-ce un progrès que les touristes déferlent sur Cuba et que le nombre des prostituées augmente, alors que Castro réprime le mouvement démocratique et fait condamner à mort? J'ai abordé ce problème avec Aung San Suu Kyi le 30 décembre dernier. Sa réponse fut ambiguë: *"ne rien faire qui renforce le régime des généraux"*.

Fallait-il répondre aux appels d'offre et installer ce gazoduc en Birmanie? Je le crois. Sinon on fait un autre métier. Je connais mal le problème du gaz naturel et de son exploitation mais j'ai quelques notions de santé publique. La situation sanitaire et sociale du Myanmar est à ce point désastreuse, que, malgré certaines réticences de la "Dame", on ne cherche jamais querelle dans le monde occidental, aux Associations qui travaillent utilement en Birmanie. Et c'est normal: les indicateurs de mortalité et de morbidité généraux, les chiffres de la mortalité infantile et de la mortalité maternelle sont désastreux. Dès lors pourquoi séparer, arbitrairement, l'essor de l'industrie de la nécessaire mise en place de structures sanitaires indispensables, impossibles sans un développement économique minimum. On peut nous rétorquer que la santé publique n'intéresse pas les Généraux et que seul l'argent les fascine. Certes, mais les généraux ne maintiendront pas leur dictature éternellement et la démocratie aura besoin de développement économique et industriel. Particulièrement pour construire un système de santé publique. On ne peut construire ni une prévention efficace ni un réseau hospitalier sur la seule charité internationale.

ICG termine son rapport en demandant plus de moyens pour la santé et des infrastructures minimum. Ils recommandent également une coordination bien difficile à obtenir entre les ONG.

Si l'on veut aider le peuple birman, c'est dans le domaine de la santé que l'on doit non pas se substituer à eux mais apporter une aide pérenne et une formation efficace.

Devant une épidémie comme celle de la pneumonie atypique, on frémit à ce qui se passerait en Birmanie. Et d'ailleurs sait-on si ce virus a ou n'a pas frappé dans ce pays dépourvu d'indicateurs de santé et de surveillance épidémiologique?

Il faut, en Birmanie, intervenir dans le domaine de la santé publique. D'autant que des apparitions de virus nouveaux sont prévisibles chaque année, dans un contexte d'échanges et de voyages.

Cette nécessité se renforce à la lecture de la seconde brochure de ICG (6) consacrée au Sida, fléau mondial dont les ravages sont énormes dans ce pays dénué de structure élémentaire de santé publique. En Birmanie, on estime qu'un adulte sur 50 est infecté par le Sida. Conclusion du groupe international de réflexion I.C.G: " *Les ONG ne suffisent pas. Que vous l'aimiez ou non, travailler effectivement contre le Sida en Birmanie, signifie travailler de façon substantielle avec le gouvernement* "., à condition de respecter les quelques règles indispensables, celles des Droits humains en particulier. Ils ne vont pas jusqu'à en dire autant des firmes industrielles. Et pourtant...

B.

Les rencontres à Rome et à Paris.

Je n'ai pas voulu visiter le corridor sans m'assurer de l'état d'esprit de quelques militants des ONG. J'ai donc rencontré, à Paris et à Rome, de nombreux dirigeants et militants des associations qui travaillent en Birmanie. Médecins du Monde et La Chaîne de l'Espoir, la Fondation François-Xavier Bagnoud, la Fondation Nano Peretti et les amis de Emma Bonino furent mes interlocuteurs principaux. J'ai longuement pesé les avantages et les inconvénients, à leurs yeux, d'une collaboration éventuelle avec Total, sur des projets précis de santé publique, dans des secteurs exposés et sur des missions indispensables: toxicomanie et Sida en particulier dans le Nord où personne ne se rend ou presque.

Il me semble que l'évolution d'une communication ouverte sur des problèmes criants du pays et son nécessaire passage pacifique à la démocratie autoriseraient toutes les espérances.

La loi du tapage commence par de timides paroles prononcées loin des murs du silence.

C.

Les rencontres à Harvard

J'ai souhaité également entendre les rédacteurs du rapport le plus important, celui de CDA (Collaborative for Development Action, Inc.), un organisme basé à Cambridge, Massachusetts. Je me suis d'abord entretenu au téléphone avec les personnes chargées du travail sur le projet Yadana. Puis j'ai eu une longue conversation en tête à tête avec Mary Anderson, la présidente, le 12 mars 2003. J'attends leur prochain rapport de suivi.

Je me suis assuré que les rapports financiers entre Total et le CDA étaient sains et n'avaient pas influencé les conclusions des envoyés spéciaux. Je ne peux rien garantir, mais la qualité de mes interlocuteurs m'a semblé excellente et le dialogue fut sincère.

Je me suis fait expliquer les circonstances du voyage et la manière dont les questions furent posées dans les villages. J'ai découvert en Mary Anderson une militante des droits humains, une personne de grande expérience que j'avais croisée sur de nombreux chemins du monde en développement et qui croit à l'importance des entreprises industrielles en ces temps de globalisation. Les conclusions du rapport sont connues et recourent partiellement les miennes. Il est donc inutile de les reproduire ici. Je les résume cependant : il faut déverrouiller la fenêtre des entreprises; mieux intégrer les employés locaux au travail; ouvrir les yeux sur le pays, sur les hommes et les femmes du Myanmar; et pour cela les découvrir, les écouter; décloisonner son cœur et son esprit; se mêler à d'autres acteurs que les seuls dirigeants et fonctionnaires incontournables; expliquer l'entreprise, se demander si le mutisme est la meilleure voie possible pour se faire comprendre.

4. Les accusations contre Total.

Depuis de nombreuses années, sans qu'une vraie enquête ait été, à notre connaissance, menée sur place, la réputation de l'entreprise pétrolière française, Total à l'époque, fut ternie par des rumeurs et une allégation précise: l'utilisation de main d'œuvre forcée. Total - malgré l'existence au sein de l'entreprise d'un strict code de déontologie - se serait rendu coupable d'une sorte d'esclavage moderne et en particulier aurait utilisé des enfants pour accomplir diverses besognes. Si l'on connaît la dimension des travaux accomplis, la taille des tuyaux du pipe, la dimension des machines qui les manipulent, cette accusation aurait dû tomber d'elle même. Il n'en a rien été.

Dans le monde des ONG (organisations non gouvernementales), ces allégations furent souvent reproduites. Il faut comprendre que de telles accusations trouvent toujours des oreilles favorables. Les firmes pétrolières nagent souvent en eaux troubles, leurs pratiques, dans l'esprit du public, sont fréquemment associées, on le sait, à des machinations, des manipulations d'argent et des trafics d'influence douteux. Même si une polémique s'élevait dans chacune des organisations de volontaires à l'occasion des missions projetées ou accomplies en Myanmar, on ne la comparait jamais à d'éventuels états d'âme des industriels qui avaient eu à trancher de semblables débats. Il en fut ainsi lorsque Médecins du Monde, la Chaîne de l'Espoir ou la Fondation François Xavier Bagnoud, par exemple, présentèrent des projets puis s'établirent en Birmanie. Ils y sont encore et y travaillent très bien.

J'ai moi même, aux cotés du Dalai Lama et Mgr Desmond Tutu, préfacé un livre intitulé "Le dossier noir de la Birmanie"(7). Je n'avais pas fait d'enquête, mais un certain nombre de Prix Nobel, dont mon ami Elie Wiesel, prétendaient l'avoir menée pour moi. Il s'agissait d'une évidence! Et les résultats ne pouvaient faire de doute: des massacres répétés avaient été commis, la torture employée fréquemment, des disparitions et des exécutions avaient rythmé pendant de longues années la pratique quotidienne du SLROC, la Junte dirigeante birmane. En Myanmar environ 1200 prisonniers politiques croupissent encore derrière les barreaux, depuis

parfois de très longues années. Les Généraux birmanes sont également accusés par tous les spécialistes d'entretenir le trafic de l'opium venu du Triangle d' Or. Même si des changements politiques sont attendus, proches peut-être, la collaboration avec un tel régime impose donc une vision politique à propos de laquelle les firmes pétrolières, habituellement, refusent de s'exprimer. C'est, nous semble-t-il, une erreur.

Le chantier.

Reprenons le fil du récit.

En vertu d'un contrat signé en 1992, après appel d'offres (d'autres firmes pétrolières furent donc évincées, dont Shell qui participait à l'appel d'offres), en partenariat avec l'américain Unocal, la compagnie nationale birmane MOGE et PTT-EP de Thaïlande, la compagnie Total fut donc chargée d'être l'opérateur du développement et de l'exploitation du gisement marin de gaz. Un gazoduc de 412 km sous la mer devait joindre la côte, puis 63 km de conduit sur la terre ferme jusqu'à la frontière de Thaïlande, au lieu dit Ban-I-Tong.

Le tracé fut réfléchi et déterminé au mieux afin de respecter l'environnement et en particulier la forêt primaire. Le "pipe" est enterré sur toute sa longueur et la végétation, à l'exception des grands arbres fut replantée. Ce fut un exploit technique. Je ne suis pas un expert en écologie mais, après avoir observé le tracé sur toute sa longueur et les plantations qui furent faites, il me semble que le travail fut bien accompli et que l'environnement souffrit très peu. La forêt primitive n'a pas été abîmée et seule une zone de quelques mètres, de part et d'autre du gazoduc, sans arbre trop haut mais avec une végétation basse et dense, signale l'existence de cette installation. Les spécialistes de l'environnement devraient en être satisfaits s'ils veulent bien ne pas juger de loin mais se rendre sur place. Total devrait leur faciliter ce déplacement nécessaire.

Le tracé du pipe a respecté les villages et épargné la forêt vierge primaire, ce que le contrat ne spécifiait pas. Le chantier a employé 2.500 personnes dont 350 expatriés. Toutes bénéficièrent d'un contrat écrit, de salaires réguliers, d'une protection sociale et de normes reconnues HSE. Elles furent formées selon le code de conduite de l'entreprise qui leur fut enseigné. Ce code fut imposé dans tous les contrats de sous-traitance. Des pentes très fortes furent gravies, deux fleuves traversés et le pipe enfoui à plus de deux mètres sous terre: 5134 tubes de 12 mètres, pesant 5 tonnes chacun et soudés entre eux.

Des confusions s'établirent, dans une région presque inaccessible, entre les travaux du gazoduc et ceux de la ligne de chemin de fer gouvernemental Ye-Tavoy, intervenus à la même époque et pour laquelle il est probable que des travaux forcés aient malmené les populations. De même, à propos de la route de Kanbauk, les dénonciations apparurent très rapidement farfelues. Un autre malentendu a pu s'établir entre la pose du gazoduc de Total et celui de la compagnie Moge. C'est en 1992, alors que les études préliminaires étaient à peine commencées, que parut le premier article critiquant les pratiques de Total et évoquant le travail forcé qui aurait été utilisé par l'entreprise pour la construction et la mise en place du gazoduc. Ces critiques prématurées confondaient-ils les projets, les lieux et les époques? N'oublions pas que, pour détestable qu'il soit, le recours au travail forcé est une coutume ancienne, qui fut même légalisée en 1907 par les anglais.

Plus tard, au début du chantier, et cet épisode m'a été confirmé par plusieurs personnes, des villageois avaient été raflés par l'armée pour défricher la forêt et se livrer à d'autres besognes aux services des militaires, comme la pratique en est hélas largement répandue sous ce régime militaire. Ayant été prévenue de cette violation des droits de l'Homme, la compagnie Total exigea que ces exactions cessent. Elle s'en ouvrit, à Rangoon, aux dirigeants qui promirent d'intervenir et le firent. Deux décrets abolissant le travail forcé furent publiés en mai 1999 et octobre 2000. Sur place, les responsables de la compagnie française allèrent jusqu'à payer le salaire habituel aux villageois qui avaient été raflés et forcés de travailler. On prétend que cet argent fut alors subtilisé par les militaires esclavagistes et qu'il n'en resta rien dans les mains des villageois. Au moins, dit-on, la pratique du travail forcé diminua dans la zone du pipe. Impossible d'affirmer qu'elle disparut complètement.

Le responsable du projet Yadana, en toute bonne foi je le crois, tenta de se justifier. Il avait la conscience tranquille: la Compagnie n'avait jamais utilisé la main d'oeuvre enfantine ni le travail forcé. Les règles de la firme sont strictes et cela semblait devoir suffire. Il n'en fut rien. Et la suspicion continue de peser.

Le programme socio-économique.

Treize villages étaient considérés comme faisant partie de la zone, qui comprenaient en 1996 environ 35.000 personnes. Aujourd'hui, cette population est estimée à 43.000 et depuis 2001 le programme socio-économique comprend 23 villages. Le dialogue avec les populations démarra très tôt, comme j'ai pu le vérifier auprès des villageois, et des études socio-économiques furent lancées. Des médecins, des agronomes, des vétérinaires rencontrèrent des représentants des villages et des projets furent présentés et discutés. Les villageois furent ainsi informés de la nature des travaux envisagés. Un programme socio-économique de 6 millions de dollars fut lancé ainsi en 1995 : santé, éducation, développement économique et renforcement des infrastructures. Dès janvier 1995, les villageois furent appelés à élire les membres de Comités de Communication de Village, représentatifs de la diversité sociale et chargés de discuter avec TOTAL sur le programme socio-économique et d'exprimer les attentes et les problèmes des villageois. C'est par le canal de ces Comités que TOTAL a pu avoir connaissance de pressions de l'armée sur les villageois et être ainsi à même de combattre efficacement le travail forcé.

Agenda du programme socio-économique.

En 1995, les comités de communications furent mis en place, comme nous l'avons vu, le programme sanitaire contre la malaria mis en oeuvre et des projets d'élevage porcin s'établirent autour d'une ferme spécialisée.

En 1996, Total recruta des agents de communication (trop bien payés), les programmes sanitaires furent étendus, on construisit des bâtiments scolaires et une ferme avicole vit le jour à Thechaung et Eindayaza.

En 1997, on établit un système de micro-crédits et le programme de soutien à la culture du riz, du maïs, du manioc, des arachides, commença. J'ai constaté le succès de ces cultures.

En 1998, l'équipe de Total procéda à l'installation d'une unité socio-économique dans le village de Kanbauk.

En 1999, les programmes d'aides scolaire prirent corps et des stocks de nourriture pour les animaux furent organisés ainsi qu'une pépinière de culture persistante (palmier à huile, noix de

cajou et hévéa) que j'ai visitée a Kanbauk et qui m'a impressionnée par la qualité du personnel local, en particulier.

2000 fut l'année des bibliothèques scolaires.

En 2001, on étendit le programme socio-économique à 23 villages.

En 2002, des classes d'initiation à l'informatique furent mises en place. Je les ai vues et l'impression de travail utile était nette.

En 2003, le budget du programme socio-économique atteignait 9,98 millions de dollars en cumul depuis 1995.

Pendant ce temps les projets et les prises en charge médicales se mettaient en place. Avec des résultats très significatifs.

Des résultats médicaux significatifs.

On note des progrès dans trois domaines : la santé publique et la construction des équipements ; les programmes de vaccinations d'hygiène et de planning familial et les recherches sur la malaria en liaison avec l'institut Pasteur.

Je peux témoigner des étonnants résultats obtenus. Un dispensaire par village, un médecin pour moins de 4000 habitants, des pathologies en recul, ces situations qui ne ressemblent plus à celles que l'on rencontre dans le Tiers Monde : un luxe inimaginable dans une grande moitié de la planète. Total peut être fier, mais il doit aussi comprendre le caractère contre-productif de son effort. Les médecins grassement payés et les populations cajolées sont ravis, mais les voisins immédiats qui ne bénéficient pas des mêmes avantages en conçoivent une jalousie et parfois de la haine. Il faut donc rationaliser les efforts et en étendre les bénéfices, tout prêt de la zone et aussi très loin. Ce sera une de mes propositions.

Quand aux résultats, je les résume et donc je tronque les succès et frustre les acteurs de ces progrès indéniables. 12 médecins qui enseignent la santé publique, des dispensaires construits partout (1 pour 5000 habitants), 80 assistants médicaux et 20 sages femmes formés, 77.858 consultations gratuites distribuées en 2002 et 366.356 consultations depuis le démarrage de Yadana.

56.487 enfants vaccinés depuis 1996 (BCG,DTP,OPV,MS, TT) . 5.265 enfants et femmes enceintes vaccinés en 2002. 1.487 enfants vaccinés contre l'hépatite B depuis 1998.

354 cas de tuberculose diagnostiqués depuis 1997.

299 guérisons depuis 1997.

33.074 cas de Malaria traités depuis 1997. Dans chaque dispensaire des microscopes et des tests ICT pour diagnostic rapide. Des moustiquaires pour chaque village.

3.037 hospitalisations depuis 1997.

Mortalité par malaria divisée par 3,5 depuis 1997.

Mortalité par affections respiratoires sévères divisée par 8 depuis 1997.

Mortalité par maladies issues de l'eau et de l'alimentation divisée par 8 depuis 1997.

Mortalité infantile divisée par 3 depuis 1997.

Près de 1000 personnes suivent le planning familial.

Je ne métennds pas sur les progrès de l'agriculture et les fermes animales. Mais le modèle d'autogestion doit être proposée à la population pour la santé. Oui, des micros-budgets de santé gérés par les communauté. Je suis prêt à m'y employer.

Bref, un vrai succès. Un trop grand succès. Attention aux jaloux. Prenez garde, ceux qui triomphent peuvent devenir des cibles.

5. Ce que j'ai vu. Ce que je crois avoir compris.

Pour ne pas allonger ce document, je m'en tiendrai au domaine sanitaire, que je connais un peu moins mal que les autres.

A.

Pendant trois jours pleins, j'ai arpenté la zone du pipe, examiné cet endroit mystérieux, de l'arrivée maritime du gros tuyau, au village de Daminseik jusqu'à la frontière thaïlandaise. J'ai discuté avec les rares expatriés qui logent sur place. J'ai visité sept villages et traversé les autres, je me suis entretenu avec les responsables des comités de village, avec ceux des projets vétérinaires et agricoles et, très longuement, avec les comités, le personnel des dispensaires et de l'hôpital de Kanbauk, les sages-femmes, les infirmières et médecins. J'ai parlé, seul, longuement, avec les sages femmes. J'ai eu des entretiens privés avec cinq praticiens et avec le responsable de toute l'entreprise médicale de Total dans la zone du pipe. Rien ne me laisse à penser que le groupe ait pu prêter la main à des activités contraires aux droits de l'Homme. Rien non plus ne me permet d'affirmer que ce genre d'activité a cessé d'être pratiquée au sein de l'armée birmane.

B.

J'ai retiré de cette découverte des impressions contradictoires. Le contraste est immense entre le niveau moyen de soins et de santé dans le pays et les très bons résultats sanitaires des villages du corridor. Avant même les conseils de l'enquête CDA, Total a ajouté plusieurs villages à sa liste primitive, ce qui porte à 23 le nombre des agglomérations dont le groupe s'occupe. Il ne faut pas en rester là. Et sans doute, s'étendre ailleurs, au nord du pays en particulier.

Au cours de la présentation et des discussions, tant à Rangoon que sur le site, les résultats de santé présentés apparaissent très spectaculaires, soulignés par des courbes démonstratives qu'il est bien inutile de reproduire ou de nuancer ici. La baisse de la mortalité des maladies contagieuses est particulièrement démonstrative.

C.

Il faut rappeler quelques données et fournir certains chiffres.

Plus de 90% du personnel de Total est Birman. Environ 20% du gaz est destiné à la consommation birmane qui n'en utilise que 7 à 8%. Le reste est vendu à la Thaïlande.

La population de la zone du Pipe élargie est de 43.000 personnes environ.

D.

Les salaires des médecins de Total, qui furent recrutés, pour la majorité d'entre eux, par le ministère birman mais dont les qualités professionnelles ne sont pas en cause, sont beaucoup trop élevés. Cela deviendra un scandale et se retournera contre la bonne foi de l'entreprise.

C'est dans l'urgence extrême des besoins médicaux dans le reste du pays que réside la solution au problème d'image de Yadana. Lions donc ces deux exigences. Que Total s'investisse ouvertement dans la santé publique et dans la tradition d'excellence que représente en particulier un Institut Pasteur. Dans quelques années, Total devra rimer avec santé totale.

6. Les conclusions que j'en tire

Il faut ouvrir la fenêtre. Total respire un air trop confiné. Il faut changer de comportement, ouvrir les yeux au spectacle d'un monde qui change et les narines aux effluves de l'air du large. Il convient surtout d'ouvrir son esprit. Et cela s'appelle, qu'on le veuille ou non, une vision politique du monde. Le mot « *politique* » ne salit pas tout ce qu'il touche et même si on le croit, efforçons-nous de prouver le contraire. On bien trouvons un autre mot : une approche humaine suffirait. Le pétrole, le gaz constituent une matière infiniment politique et non pas seulement des ressources énergétiques. Les compagnies pétrolières ne trempent-elles pas en permanence dans le chaudron de la politique? Comment prétendre le contraire?

J'insiste: il faut traiter le problème de Yadana-Gaz-transportation-project comme ce qu'il est: un problème humain et politique. Au sens noble du terme. Ne pas considérer les activités politiques comme salissantes et le mot lui-même comme tabou.

Et si les témoins cachés, ceux dont on ne sait pas les noms et qui poussent au procès, avaient raison? Si on ne savait pas tout des pratiques de l'armée birmane durant la période de construction du pipe? Si les témoignages étaient sincères et fondés?

Il convient donc de rappeler quelques principes essentiels et que Total se prononce clairement sur la nécessité démocratique. Sans provocation, sans conférence de presse, sans tapage. La seule défense demeure la sincérité.

Le pétrole n'aurait-il pas d'odeur? Une fois de plus, permettez moi de le souligner: l'usage de l'adjectif démocratique ne saurait faire de tort à ceux qui se résigneraient à l'utiliser. Je ne crois pas que les Ingénieurs pétroliers soient dispensés de l'employer. Même, et surtout, si on extrait en général le pétrole dans des pays de régime douteux, la première firme qui affirmera son penchant pour plus de justice et moins de violences aura gagné beaucoup de temps et sans doute- à terme- de l'argent. Comme la première firme qui affirmera sa vocation à lutter contre le sous- développement médical en particulier dans ces temps de globalisation redoutée. Si Total le voulait, son nom pourrait signifier non seulement pétrole, mais santé publique.

7. Ce que je propose.

Prendre les devants, sans attendre des procès injustes aux yeux des cadres et des employés de Total, mais légitimes selon certains défenseurs des droits de l'Homme souvent peu

informés. Plus Total tarde à préciser ses pensées et ses sentiments, plus il sera difficile d'agir avec crédibilité. On accusera l'entreprise de proposer des actions uniquement pour se laver des allégations .

Je le répète, car je sais que cette vérité est dure à entendre pour des dirigeants d'une entreprise de la taille, de la réputation et de la qualité de Total : le gouvernement du Myanmar n'est pas défendable, et tous ceux qui travaillent avec lui partagent l'opprobre!

Une seule solution : affirmer la préférence, au moins un penchant, de Total pour les régimes démocratiques. Si le terme paraît trop "politique", parler de "Droits humains" conviendrait parfaitement. Peut-être n'était-il pas possible de commercer avec le régime du Myanmar sans apparaître comme un soutien des Généraux. Un seul remède: la sincérité. De plus, je suis convaincu que dans l'état de leur pays face à l'opinion publique mondiale, il est absolument hors de question pour les généraux d'attaquer Total, le plus gros investisseur en Birmanie.

En résumé, en ce qui concerne les activités médicales, les plus sensibles dans ce pays déshérité :

A.

Il faut annoncer que l'accès du corridor du pipe est libre et que, sans organiser les voyages, Total recevra tous les journalistes, touristes et activistes, qui souhaitent se renseigner sur les activités du groupe dans la région. Tout au plus pourrait-on demander que les visiteurs s'annoncent à l'avance dans un premier temps.

Il faudra prendre des précautions, j'en conviens. Des groupes militants prônent encore des actions armées contre le régime. Une attaque meurtrière dans la zone a provoqué des morts et des blessés il y a quelques années.

B.

Le programme socio-économique est la meilleure publicité pour Total. Une sorte de bureau en ville, un show room, dont il conviendrait de discuter la localisation et la protection devrait permettre, à Yangon, dans la capitale, de présenter les activités techniques et sociales du groupe. Ainsi les ONG qui solliciteraient de l'aide pourraient prendre l'habitude de pousser la porte.

C.

Il conviendrait de ne pas renouveler les contrats des médecins arrivés à expiration. Il faudrait alors, les ayant prévenus et pour des nécessités de santé publique, diminuer par deux les salaires de ces médecins "choisis". On pourrait alors étendre les zones protégées par des dispensaires, dans d'autres régions du pays, faisant ainsi bénéficier d'autres habitants de soins supplémentaires.

D.

Que les communautés participent à la gestion de la santé, à l'image, excellente, des projets d'élevages de poulet qui déjà fonctionnent ainsi dans la zone du pipe. L'avenir de la Birmanie passe par les femmes qui géreront ces dispensaires (8) avec efficacité, j'en suis sûr.

E.

Que dix autres dispensaires portent ainsi le drapeau de Total un peu plus au nord dans le pays, dans des régions peuplées, accessibles et dans des secteurs médicaux difficiles, comme la dépendance des drogues et le Sida.

F.

Afin de démontrer la nécessité de l'économie et non du luxe en santé publique, on pourrait s'efforcer de diminuer la consommation inutile de médicaments et employer des génériques contrôlés, en provenance du Bangladesh voisin, par exemple.

G.

Que très vite une usine de fabrication de médicaments génériques birmane, en liaison avec l'industrie pharmaceutique française, puisse voir le jour.

H.

Qu'en ces temps de mutations virales, de rupture de la barrière des espèces, et de péril mondial comme le SRAS le démontre, alors que presque chaque année un nouveau virus apparaîtra et nous menacera, un Institut Pasteur-Total soit, à minima, construit à Rangoon.

I.

Et surtout que la zone du corridor serve ni d'objet d'envie ni de repoussoir, mais de modèle exportable à tous le pays. Un modèle d'assurance maladie à minima peut en émerger. Nous serions heureux de pouvoir y participer.

8. Enfin

A.

Il convient de changer l'image, ouvrir les portes de l'entreprise sur les birmans, qui constituent 95% du personnel. Il faut rattacher le nom de Total à un bénéfice permanent de santé publique. Des dispensaires bon marchés et efficaces, un Institut Pasteur: tout changera alors.

B.

Les réformes nécessaires viendront-elles bientôt? La situation évolue. On le devine au ton de

la presse. Témoin, le texte du groupe Total publié dans le Nouvel Observateur en réponse à l'article d'un journaliste qui n'avait pas enquêté et reproduisait les clichés rappelés ci-dessus. Témoin l'article de "The Economist" du 12 avril dernier (9) qui offrait un bilan mitigé et des opinions plus nuancées face aux compagnies qui avaient quitté le pays, sur les conseils des militants internationaux.". *Une quarantième firme américaine a quitté le territoire du Myanmar. Une fabrique de textile est partie, elle aussi semble le regretter puisque plus aucune garantie ni protection n'est fournie aux travailleurs, pas plus qu'à l'environnement, la junte ayant pris le contrôle de l'entreprise*". L'auteur cite Sergio Pinheiro, qui est le Rapporteur Spécial pour les questions de Droits de l'Homme au Myanmar pour le système des Nations Unies et qui affirme que *"la junte répond plus favorablement à des propositions et des engagements qu'au boycott"*.

Témoin encore d'une certaine inflexion des idées, cette opinion parue dans le Hérald Tribune de mercredi 21 mai 2003, intitulée "Burma sanctions could backfire", signée John Brandon (10) qui dirige le bureau des programmes internationaux à l'Asia Foundation de Washington et qui écrit : *"...if increased economic sanctions are passed by United States contrary to its international trade obligations, the WTO (World Trade Organisation) would probably rule in favor of Burma. Such a result would empower the Burmese generals rather than weaken them"*. Notons que, longtemps après Texaco, l'entreprise Triumph-International ayant quitté le pays, 3000 Birmans ont perdu leur travail au profit des entrepreneurs chinois.

Il n'existe pas de réponse internationale unie et claire à la lutte contre le régime. Surtout après l'arrestation de la "Dame" **et le renforcement des sanctions par le Sénat américain.**

Une seule chose a compté, au fond. La collaboration. La signature d'un contrat avec les généraux Birmans constitue, en elle-même, aux yeux des militants des droits de l'Homme, un péché originel. Seul, le régime chinois semble approuver cette présence. A qui profite le crime?

Cela peut sembler injuste à une entreprise industrielle qui travaille aussi bien dans les pays de gauche (Angola par exemple) que dans des pays de droite, mais c'est ainsi. C'est probablement injuste de la part des militants des O.N.G. qui eux mêmes ont bravé l'embargo théorique pour apporter leur aide aux populations délaissées. Il faut raisonner à partir de cette réalité. Et réagir en fonction de ce péché originel. Et s'ouvrir sur le monde.

Il est donc nécessaire d'inverser la tendance. Il faut que Total souhaite clairement la démocratie, que Total visite plus souvent la " Dame" et qu'aujourd'hui, par une démarche d'abord discrète et plus tard éventuellement publique, le Groupe exige sa remise en liberté. Un jour, plus tard, par surprise, le Président Desmarest inaugurera peut-être un dispensaire contre le Sida, et visitera la "Dame", dans un pays démocratique.

La Dame qui écrivait au chapitre 48 de *Letters from Burma* (11):

"There is nothing to compare with the courage of ordinary people whose names are unknown and whose sacrifices pass unnoticed. The courage that dares without recognition, without the protection of media attention, is a courage that humbles inspire and reaffirm our faith in humanity. Such courage I have seen week after week since my release from house arrests fifteen months ago."

P.S.

Ce qui suit peut sembler n'avoir aucun rapport avec le travail que l'on m'a demandé. Ce serait, de mon point de vue, une erreur d'interprétation.

Certains pays n'ont pas de chance, certains peuples ne sont pas entendus, pas plus que leurs souffrances. La Birmanie est victime de la sombre loi de l'indifférence.

Depuis le 30 mai, Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la Paix, est sous la « protection » de l'armée birmane. Une protection que la "Dame" n'a pas demandée ! On l'a interpellée après des provocations policières qui firent de nombreux morts chez ses partisans. Depuis son transfert il y a quelques jours de la détestable prison d'Insein à un camp militaire inconnu, personne n'a pu la voir ou lui parler. Seul l'envoyé spécial du Secrétaire Général des Nations-Unies, Ahmed Razali, avait pu auparavant s'entretenir quelques minutes avec elle. Belle et forte, réduite une nouvelle fois à l'isolement et au silence, combien de temps cette militante exemplaire pourra-t-elle tenir? D'évidence, les militaires birmans, à commencer par le général Than Shwe, effrayés par l'ampleur des manifestations de soutien à la Dame à chacun de ses déplacements en province, où vivent de nombreuses minorités ethniques (Karen, Shan, Kachin, Chin, Rohingyas...), ont décidé de mettre un terme aux timides tentatives de réconciliation nationale. Les militants de son parti, la Ligue Nationale pour la démocratie, continuent d'être pourchassés. Plusieurs dizaines d'entre eux ont été arrêtés sans que l'on sache ni les poursuites dont ils font l'objet, ni leur lieu de détention. Allons-nous l'accepter? La chape de plomb semble de nouveau aussi lourde qu'aux pires moments d'une histoire déjà bien sombre. Laisserons-nous le silence retomber?

De la France, de l'Union Européenne, des États-Unis, de nos diplomaties, nous devons exiger qu'enfin ils tiennent le langage de la vérité et du courage. Comment pourrions-nous continuer à nous prévaloir des idéaux des Droits de l'Homme, nous affirmer les chartes de la démocratie, comment les Américains pourraient-ils toujours prétendre faire de la liberté une valeur cardinale, quand une femme, prix Nobel de la Paix, victorieuse d'une consultation électorale nationale, est détenue sans raison et que son pays reste muselé?

Les opinions publiques occidentales et asiatiques devraient faire preuve d'une mobilisation à la mesure du drame qui se joue pour cette militante admirable et pour son peuple.

Les dirigeants de la région qui, dans un accès d'audace remarquable, ont demandé collectivement aux autorités birmanes de revenir sur leur décision, sans condition, doivent poursuivre leurs efforts. Sans relâche, ils doivent mettre tout en œuvre pour persuader leur voisin – et continuer à se persuader eux-mêmes – que la stabilité et la

prospérité de la région sont des biens collectifs menacés à chaque fois que l'arbitraire prévaut.

L'époque n'est plus à l'embargo ou au boycott, à l'efficacité limitée, dont ne souffrent que les plus pauvres. Pourquoi les touristes qui partent admirer les splendeurs birmanes ne pourraient-ils adresser au prix Nobel de la Paix une carte de soutien? Cette technique d'Amnesty a porté des fruits ailleurs.

Aux O.N.G. qui travaillent sur place, aux investisseurs étrangers, à Total, firme française devenue le plus important partenaire économique du Myanmar, nous lançons un appel à rompre le silence. L'indifférence ou le silence seront, un jour, considérés comme coupables.

Aung San Suu Kyi doit sortir de prison.

Bernard Kouchner

(1) *US government reports.2002-2003*, School of industrial and labor Relations, Cornell University.

(2) Dépêche *AFP* datée du XXXX

(3) Myanmar: the politics of humanitarian aid. *International Crisis Group*. 2 April 2002

(4). JC Ruffin. *Le piège*. J-C. Lattès ed.

(5). *Silence on tue*. André Glucksmann et Thierry Wolton. Grasset.

(6) Myanmar briefing: The HIV/Aids crisis. Bangkok/Brussels, 2 April 2002. *International Crisis Group*

(7) *Les dossiers noirs de la Birmanie*. Enquête d'Alan Clements. Editions Dagorno.1994

(8) *Birmanie côté femmes*. Claude Delachet-Guillon. Ed. Olizanne 2003.

(9) *The Economist*. April 12th 2003; P.56

(10) *International Herald tribune*. Wednesday, may 21,2003.

(11) Aung San Suu Kyi. *Letters from Burma*. Penguin Books.1997